

Analyse

Les problèmes de l'eau dans la Région de la Méditerranée orientale

T. Zeribi¹

مشكلات المياه في إقليم شرق المتوسط

توفيق زربي

الخلاصة: يتعرض إقليم شرق المتوسط لمشكلات مائية جسيمة، نظراً لزيادة الطلب على المياه للاستهلاك ولري المزروعات التي أصبحت - شيئاً فشيئاً - أكثر إنتاجاً وأكثر تلويثاً، وكذلك بسبب الموارد المائية الشحيحة، والجفاف، والنضوب، والتلوث، وسوء إدارة الموارد المائية، والسياسات المُقتبسة من الآخرين دون تعديل، فضلاً عن عدد من الاعتبارات القانونية والمؤسسية. كل هذا بالإضافة إلى تلك المشكلات التي يعاني منها الإقليم من صراعات تعزى إلى الافتقار إلى إدارة «مشتركة» للمياه عبر الحدود، التي هي محل نزاع بين البلدان المتجاورة. ويقدم الباحث تحليلاً للقضايا المتعلقة بتوافر المياه والصحة والتنمية استناداً إلى توزيع الموارد المائية من قِبَل القطاعات الاقتصادية المختلفة وعلى أساس النسبة الضخمة التي تستخدم في الزراعة، كما يناقش مدى استعداد بلدان الإقليم لمراجعة استراتيجياتها في ما يتعلق بأولويات استخدام المياه آخذاً في اعتباره الجوانب الصحية والزراعية والاكتفاء الذاتي من الغذاء.

RÉSUMÉ Dans le domaine de l'eau, la Région OMS de la Méditerranée orientale se trouve confrontée à des défis redoutables du fait de la hausse de la demande en eau, aussi bien pour la consommation que pour l'irrigation d'une agriculture de plus en plus productive et polluante, de la rareté de la ressource en eau, de la sécheresse, de l'érosion, de la pollution, d'une gestion inappropriée, de politiques inadaptées et de considérations juridiques et institutionnelles. À ces difficultés s'ajoutent les risques de conflits régionaux liés au manque d'une gestion « commune » des eaux transfrontalières, objet de convoitise entre pays limitrophes. Cette problématique touchant la disponibilité de l'eau, la santé et le développement est analysée dans le rapport et l'auteur, sur la base de la distribution des ressources hydriques par secteurs économiques et l'énorme pourcentage destiné à l'agriculture, pose la question de savoir si les pays de la Région sont prêts à revoir leurs stratégies en matière de priorités hydriques dont les aspects santé, agriculture, autosuffisance alimentaire ne sont pas les moindres.

Water problems in the Eastern Mediterranean Region

SUMMARY The Eastern Mediterranean Region of the World Health Organization is confronted with formidable water problems due to: increased water demand both for consumption and for irrigation in agriculture that is becoming more productive and more polluting; scarce water resources; drought, erosion and pollution; inappropriate management; inadequate policies; and institutional and legal considerations. Added to these problems are the risks of regional conflicts because of the lack of "shared" management of cross-border waters which are an object of contention between neighbouring countries. This report analyses the issues relating to water availability, health and development on the basis of the distribution of water resources, and their use by industry and the huge proportion for agricultural use. It raises the question whether countries in the Region are ready to review their strategies on water priorities, particularly in the areas of health, agriculture and food self-sufficiency.

Ancien Représentant de l'OMS au Maroc (Correspondence à adresser à: zeribitaoufik@yahoo.com).
Reçu : 19/03/01 ; accepté : 10/02/02

Introduction

Des Pharaons de l'antique Égypte jusqu'aux dernières révolutions industrielles, l'épopée universelle est avant tout celle de l'eau. De sa quête et de sa conquête sont nés des civilisations, des économies, des modes de vie qui ont influencé de façon décisive le cours de l'histoire, au point de transformer un élément naturel en un produit industriel indispensable à tous. « Nous buvons 90 % de nos maladies » a dit Pasteur, « et l'homme, être de chair et de sang, est avant tout fait... d'eau ».

Sans céder au catastrophisme, il faut pourtant constater que les ressources se raréfient en maintes régions, que le niveau des réserves baisse, que la pollution est largement répandue et que la désertification avance. Ces phénomènes ne suscitent pas le même sentiment d'urgence que les changements climatiques, la déforestation ou la couche d'ozone. Le manque d'eau a pourtant un coût humain exorbitant : malnutrition, maladies hydriques, exode rural, charges accrues pour les femmes, etc. La prospective des crises de l'eau demeure la comparaison entre les ressources et les besoins en eau, mais à la condition que l'évaluation des unes, l'estimation et la projection des autres soient pertinentes et bien adaptées à cette comparaison.

Disponibilité de l'eau

Si la population de la Région de la Méditerranée orientale a été multipliée par trois au cours du siècle dernier, la demande en eau, elle, a été multipliée par sept, et la surface des terres irriguées par six [1]. De plus, au cours des cinquante dernières années, la pollution des aquifères a réduit les réserves hydriques d'un tiers. Les ressources disponibles pourraient cependant être utilisées beaucoup plus efficacement par la réduction

de la contamination et de l'évaporation dans les réservoirs, par le recyclage, l'entretien des réseaux, la lutte contre le gaspillage et la culture de variétés moins exigeantes en eau ou plus tolérantes au sel.

Un habitant des États-Unis utilise 900 litres d'eau par jour, mais dans certaines zones de la Région on doit se contenter de 30 litres. Un Israélien consomme quatre fois plus qu'un Palestinien. Le gouvernement de l'Afrique du Sud s'est fixé comme première priorité la fourniture d'au moins 25 litres d'eau par jour (pour la boisson et l'hygiène) à chacun de ses citoyens, en abordant la question sous l'angle de la dignité et de l'équité [2]. Les pays d'Afrique du Nord et du Proche-Orient, avec moins de 2000 m³ par habitant et par an, vivent dans des conditions de « stress hydrique » qui handicapent leur vie économique et sociale [3].

Le dessalement de l'eau de mer n'est possible, pour le moment, que dans certains pays (où l'énergie est très bon marché), et ce procédé n'empêche pas la consommation d'eau d'atteindre des niveaux alarmants en Arabie saoudite et au Koweït, par exemple.

Même s'il est surtout question des problèmes qui affectent la Région, l'eau représente également un défi majeur pour l'Europe.

- Trente pour cent des eaux de surface sont menacées par la contamination. Plus de 60 % des terres agricoles présentent des concentrations jugées préoccupantes en pesticides et éléments nutritifs, composés qui constituent une menace très sérieuse pour les eaux souterraines, les fleuves et finalement les eaux côtières.
- Vingt pour cent des eaux sont perdues en moyenne dans les réseaux de distribution (30 % au Royaume-Uni, 40 % en Sardaigne).

- La fréquence des catastrophes naturelles (crues, sécheresse) a été multipliée par 3 ou 4 lors des trois dernières décennies, vraisemblablement à la suite des changements globaux.
- Les déficits en eau, dont certains sont susceptibles de conduire à des conflits, ne sont pas encore chroniques mais pourraient le devenir au cours du siècle prochain, y compris au Royaume-Uni et aux Pays-Bas [4].

Il faut souligner de plus que l'évaluation des ressources reste handicapée par l'inégalité des connaissances hydrologiques dans la Région. « La collecte et l'évaluation des données sur les ressources en eau douce et sur leur utilisation sont, dans bien des régions, rudimentaires...Face à l'éventualité d'une crise de l'eau, améliorer nos connaissances devient impératif ». (John Rodda, Président de l'Association internationale des Sciences hydrologiques 1996).

L'eau et la santé

L'eau est essentielle à la santé et même à la survie de l'homme et il n'est pas exagéré de dire qu'elle représente l'un des droits fondamentaux de l'être humain. Sans eau saine et sans assainissement, il ne peut y avoir de développement réel. Une communauté ravagée par les maladies diarrhéiques, la dracunculose ou la schistosomiase est incapable de regarder au-delà de ses problèmes immédiats en direction de son bien-être socio-économique. L'eau saine est la clé de la santé, et celle-ci est la condition préalable au progrès, à l'équité sociale et à la dignité humaine.

Malgré le volume important de publications sur le statut de la femme et son rôle majeur dans l'approvisionnement en eau, le transport et l'utilisation de l'eau pour les besoins humains et domestiques, peu de

travaux de recherche ont touché à des éléments aussi importants que :

- le manque de temps et d'énergie qui peut affecter la sélection par la maîtresse de maison d'une source d'eau adéquate pour les besoins essentiels familiaux ;
- l'impact des facteurs sociaux et de la santé de la femme sur la qualité de l'eau, la nutrition et l'hygiène familiale ;
- le rôle des structures familiales et communautaires qui responsabilisent les femmes dans le choix de la source d'eau, le transport, le stockage et l'usage de l'eau [5].

Dans un aide-mémoire publié par l'OMS, on note que dans le monde, un enfant meurt d'une maladie associée à l'eau toutes les huit secondes [6]. Chaque année, plus de cinq millions de décès sont dus à des maladies associées à une eau de boisson ou à un milieu domestique contaminé(e) et à une évacuation insatisfaisante des excréta.

L'eau contaminée par l'homme ou par des déchets chimiques ou industriels peut provoquer toute une série de maladies transmissibles par absorption ou par contact (voir Tableau 1) :

- maladies causées par l'absorption d'une eau contaminée par des excréta humains ou animaux ;
- maladies causées par une hygiène personnelle insuffisante ;
- maladies causées par les parasites que l'on trouve chez des organismes intermédiaires vivant dans l'eau ;
- maladies causées par des insectes vecteurs qui se reproduisent dans l'eau.

L'OMS considère que l'approvisionnement en eau et l'assainissement peuvent être considérés comme un processus comportant trois éléments interactifs.

Tableau 1 Estimations de la morbidité et de la mortalité dues aux maladies associées à l'eau

Maladie	Morbidité (nombre d'épisodes par an, ou comme indiqué)	Mortalité (nombre de décès par an)	Lien avec l'approvisionnement en eau et l'assainissement
Maladies diarrhéiques	1 000 000 000	3 300 000	Étroitement liées à une évacuation inadéquate des excréta, à une hygiène personnelle et domestique médiocre et à une eau de boisson contaminée.
Helminthiases	1 500 000 000 ^a	100 000	Étroitement liées à une évacuation inadéquate des excréta et à une hygiène personnelle et domestique médiocre.
Schistosomiase	200 000 000 ^a	200 000	Étroitement liée à une évacuation inadéquate des excréta et à l'absence d'une source proche d'eau saine.
Dracunculose	100 000 ^{a,b}	-	Étroitement liée à la mauvaise qualité de l'eau de boisson.
Trachome	150 000 000 ^c	-	Étroitement lié à une hygiène insuffisante du visage et souvent à l'absence d'une source proche d'eau saine.
Paludisme	400 000 000	1 500 000	Lié à une exploitation de l'eau, à un stockage, à un entretien des points d'eau et à un écoulement qui laissent à désirer.
Dengue	1 750 000	20 000	Liée à une exploitation de l'eau, à un stockage, à un entretien des points d'eau et à un écoulement qui laissent à désirer.
Poliomyélite	114 000	-	Liée à une évacuation inadéquate des excréta, à une hygiène personnelle et domestique médiocre et à la mauvaise qualité de l'eau de boisson.
Trypanosomiase	275 000	130 000	Liée à l'absence d'une source proche d'eau saine.
Filariose à <i>W. bancrofti</i>	72 800 000 ^d	-	Liée à une exploitation de l'eau, à un stockage, à un entretien des points d'eau et à un écoulement qui laissent à désirer.
Onchocercose	17 700 000 ^{a,d}	40 000 ^e	Liée à des problèmes d'exploitation de l'eau dans les projets à grande échelle.

^aNombre de sujets actuellement infectés.

^bSoudan non compris.

^cNombre de cas de maladies évolutives. On compte quelque 5,9 millions de cas annuels de cécité ou de complications graves du trachome.

^dDont 270 000 cas de cécité (estimation).

^eMortalité due à la cécité.

Source : [6].

L'élément le plus fondamental consiste à disposer d'une eau de boisson saine et de moyens adéquats d'évacuation des excréta. Il faut pour cela que chacun dispose de 20 à 40 litres d'eau par jour à une distance raisonnable de son domicile. Une eau de boisson saine suppose une bonne protection des sources d'eau ainsi que des moyens hygiéniques pour transporter l'eau et la stocker à domicile. L'OMS a émis des directives qui visent à servir de point de départ à l'élaboration de normes nationales qui, correctement appliquées, garantiraient une eau saine par l'élimination ou la réduction à une teneur minimale des substances présentes dans l'eau et réputées dangereuses pour la santé.

Les principales méthodes de lutte contre les maladies liées à l'eau sont l'accès à un approvisionnement en eau saine, l'amélioration de l'hygiène personnelle et domestique et une participation communautaire accrue. Pour être réellement efficaces, ces méthodes doivent cependant s'accompagner d'autres mesures telles que la lutte contre la pollution et le drainage approprié des eaux de surface. Étant donné que la protection des sources d'eau naturelles est la base d'un approvisionnement permanent en eau saine, cette mesure devrait toujours faire partie intégrante des programmes sanitaires et environnementaux.

L'eau et le développement

Pollution

Il est illusoire de penser améliorer de façon significative la qualité des cours d'eau – le meilleur indice de pollution – sans une diminution notable du niveau de la pollution diffuse d'origine agricole. Or dans la Région de la Méditerranée orientale, depuis plus de vingt ans, les budgets sont allés à l'assainissement des eaux usées des villes

et des usines. Les programmes destinés aux municipalités ont englouti plusieurs milliards de dollars. Les zones rurales et les producteurs agricoles continuent à ne recevoir que des miettes de ces sommes.

La pollution agricole a la particularité d'être surtout diffuse, puisqu'elle résulte de l'effet combiné de plusieurs facteurs. La dégradation des sols provoque l'entraînement de matières fertilisantes et de pesticides qui aboutissent dans les eaux de surface et souterraines. Plusieurs plans d'eau se retrouvent avec des niveaux de phosphore, de nitrites et de nitrates tels qu'il y a prolifération d'algues et, par voie de conséquence, mort des rivières et lacs. Les concentrations de pesticides dans l'eau dépassent largement les normes acceptables.

Une intervention efficace nécessite plus qu'un constat général. Il ne suffit pas de savoir que la surfertilisation est la cause principale de pollution diffuse, encore faut-il connaître l'ampleur du phénomène et sa cartographie.

À titre de repère, la protection de l'environnement dans les zones rurales commande une réduction de l'usage des pesticides. On avance de plus en plus des solutions de lutte biologique et génie génétique, mais la distance est loin du laboratoire au champ.

Conflits

L'eau peut aussi être source de conflits. Israël et ses voisins sont toujours aux prises à cause des eaux du Jourdain, du Litani et du château d'eau du Golan. L'accord de Taba (dit aussi Oslo II), signé à Washington le 28 septembre 1995 entre l'Autorité palestinienne et l'État hébreu, officialise le partage léonin des aquifères de Cisjordanie : 82 % aux Israéliens et 18 % seulement aux Palestiniens. Rien n'est définitivement réglé

pour ce qui est des eaux du Nil, du Tigre et de l'Euphrate.

Le plus grand réseau d'irrigation du monde se trouve au Pakistan et dépend de l'Indus, dont le bassin se situe en partie en Inde. Les gigantesques projets hydrauliques asiatiques des Trois Gorges ou du Xialangdi en Chine, et du Bakun à Sarawaken (Malaisie), par exemple, suscitent de vifs débats quant à leur coût, leur opportunité, leurs conséquences humaines et écologiques. Les États fédérés, aux États-Unis et en Inde, s'opposent sur la répartition des ressources en eau. En Europe, les travaux réalisés sur le Danube obligent la Hongrie et la Slovaquie à redessiner leur frontière matérialisée par le fleuve ; quant à leur différend relatif à la centrale de Gabčíkovo, il a été soumis au Tribunal international de la Haye.

À qui profite le Nil ? À l'Égypte et au Soudan, sans doute, mais l'Éthiopie, qui compte plus de 55 millions d'habitants, aimerait aussi en tirer parti. De leur côté, la Mauritanie, le Sénégal et le Mali s'opposent sur la manière de se répartir l'eau de leur fleuve commun frontalier, qui traverse au total sept pays.

La répartition inégale de cette ressource fondamentale à la vie des populations, et à l'activité humaine en général, fait craindre que certains pays ne fassent partie des zones de conflits latents ayant l'eau pour origine, parmi les 300 que l'Organisation des Nations Unies a recensées de par le monde. Les grands fleuves de la Région, qui traversent différents pays, pourraient être la raison de discordes majeures [7].

Des crises de l'eau sont-elles en perspective et à craindre au XXI^e siècle dans la Région ? Quelles crises de l'eau demain ?

L'objectif de l'exercice de prospective est d'explorer la géographie, les échéances et les ampleurs possibles des crises de l'eau

– en somme les crises « futuribles » – suivant des scénarios assez contrastés, sans se prononcer sur leur probabilité : celle-ci dépendra de la possibilité de réalisation de chaque scénario, donc en partie des choix de politique de l'eau présents, que la prospective vise précisément à éclairer.

Les inadéquations offre/demande prospectées et les situations critiques résultantes sont à analyser à différents points de vue :

- économiques : augmentation des coûts de maîtrise et de mobilisation des ressources, de production et de traitement, ainsi que de conservation, à la charge de tous les acteurs économiques ; nécessité d'adaptation et de révision des demandes (avec réduction de certaines) ; incidences sur les niveaux de vie et les productions : restrictions sectorielles et conjoncturelles possibles, handicaps du développement ;
- sociaux : inégalités accrues à l'intérieur du territoire entre populations urbaines et rurales, zones de montagne et espaces côtiers qui s'approprient l'accès à la ressource et influencent les stratégies d'aménagement du territoire ; faisabilité sociale d'une maîtrise des demandes (par les prix et la formation) ;
- écologiques : pressions accrues sur l'environnement et les milieux aquatiques, et par contrecoup sur l'intégrité des ressources en eau elles-mêmes ; incidences des changements climatiques sur les ressources.

Il va de soi qu'un exercice au niveau régional ou même mondial ne sera révélateur que de situations moyennes pour chaque pays. Il devrait être le prélude à des études et analyses plus fines dans tous les pays menacés où une telle prospective n'a pas encore été engagée ou ne l'a été que sommairement.

Eau virtuelle

Une des données qui émergent de façon évidente de l'analyse de la distribution des ressources hydriques par secteurs économiques est l'énorme pourcentage destiné à l'agriculture, qui oscille entre 70 et 80 % [8]. De nombreux facteurs concourent à cette priorité, et en premier lieu les choix de politique économique des pays qui ont été dictés par l'objectif prioritaire de la sécurité alimentaire.

Dans la Région de la Méditerranée orientale, l'agriculture absorbe les deux tiers de la consommation d'eau, mais elle doit compter avec l'intense concurrence des villes, de l'industrie et du tourisme. Les spécialistes pronostiquent qu'elle ne parviendra pas à conserver, au XXI^e siècle, la part de la ressource qu'elle s'adjuge actuellement.

On peut affirmer que la rareté croissante de l'eau douce est actuellement un obstacle majeur à la production alimentaire, à la santé des écosystèmes, à la stabilité sociale et à la paix. L'Algérie, l'Égypte, la Libye, le Maroc et la Tunisie, qui manquent d'eau, importent d'ores et déjà plus du tiers de leurs céréales.

L'examen des demandes sectorielles en eau des pays méditerranéens montre l'importance considérable qu'y tient l'agriculture par rapport aux usages domestiques et industriels et aux impératifs écologiques. C'est évidemment l'irrigation qui prend cette part majeure, et même écrasante, des quantités d'eau totales utilisées, dépassant 80 % des prélèvements dans presque tous les pays et environ 65 % pour l'ensemble de la région [9]. Cette situation est d'autant plus sérieuse que la majeure partie de l'eau d'irrigation est consommée et ne retourne pas localement dans le cycle hydrologique (mis à part les eaux polluées de drainage qui peuvent être

réutilisées après traitement mais ne représentent qu'une petite fraction des apports).

Au cours des cinquante dernières années, les surfaces irriguées, traditionnellement déjà considérables en Égypte, ont continué à croître fortement dans plusieurs pays et ont été multipliées par plus de deux en Algérie, en Israël, en Syrie, en Tunisie ou en Turquie. La part réservée à l'irrigation est généralement sans commune mesure avec celle des apports de la production de l'agriculture irriguée au PIB des pays. Bien entendu, ce rythme d'expansion ne saurait se poursuivre et la plupart des pays prévoient eux-mêmes de réduire peu à peu la portion de leurs ressources consacrée à l'irrigation [9].

Reste à savoir si ces objectifs ambitieux de réduction de la demande agricole pourront être atteints face à l'accroissement considérable des besoins alimentaires et autres de ces pays. Cette situation d'ensemble donne lieu à un débat, en particulier sur le prix de l'eau d'irrigation, généralement très faible, d'autant que le maintien, et a fortiori, l'augmentation des allocations de ressources à l'agriculture pourraient constituer un handicap au développement d'autres secteurs économiques, y compris le tourisme qui demande des quantités d'eau relativement importantes en saison estivale, au moment même où les ressources sont les plus basses, et dans les régions littorales, là où elles sont généralement les plus éloignées ou les plus fragiles.

A l'heure actuelle, près de la moitié des quantités d'eau prélevées pour l'irrigation grâce à des aménagements généralement coûteux est perdue par évaporation dans les retenues (1m³ sur 8 à Assouan), par infiltration dans les canaux, par de mauvais réglages des apports aux champs, par des apports excessifs encouragés par la quasi-gratuité de l'eau, par des choix de cultures

trop consommatrices, etc., alors que la productivité des périmètres irrigués est affectée par la salination des sols due à un drainage insuffisant. L'amélioration de l'irrigation pourrait fournir les trois quarts du « gisement » d'eau qu'il est concevable d'économiser par une meilleure gestion de la demande dans la région méditerranéenne. Ceci suppose à la fois des investissements importants pour améliorer le transport et les réseaux, l'introduction de méthodes fines d'irrigation (aspersion, goutte à goutte, contrôle électronique) ainsi que le changement, toujours socialement difficile, de comportements ancestraux, y compris en ce qui concerne le juste prix de l'eau.

Les principaux projets ont été conçus dans le but d'assurer des denrées alimentaires de base à une population en forte croissance. Pendant les années 80, la détérioration du prix des produits agricoles a entraîné une chute des entrées provenant de l'agriculture. On a donc enregistré un changement des schémas de cultures, lequel a privilégié la production maraîchère et fruitière, le coton et les oléagineux.

Cependant, les gouvernements n'ont pas soutenu les changements en cours, car ils étaient préoccupés par la croissante dépendance alimentaire et par les retombées que celle-ci pouvait avoir sur la stabilité politique du pays. Les interventions de l'État ont pris la forme de contrôles administratifs sur les schémas de culture adoptés, en altérant le libre fonctionnement du marché et en favorisant les cultures à consommation hydrique élevée et à bas taux de rentabilité. On a en effet favorisé les cultures de grain et de sucre pour la consommation interne et de coton pour les exportations.

Le concept de sécurité alimentaire pour les pays de l'aire ne doit pas être entendu comme obtention de l'autosuffisance alimentaire – un objectif entre autres que l'on

ne peut atteindre vu les conditions agro-climatologiques – mais plutôt comme capacité à agir sur la balance alimentaire de façon à ce que les exportations permettent l'achat sur les marchés mondiaux du quota de produits alimentaires que le pays n'est pas capable de produire sur la base des ressources dont il dispose.

Il faut souligner, à titre d'expérience, que l'ouverture au monde du marché du riz au Japon, imposée par les accords du GATT en 1993, a mis à la retraite bon nombre de riziculteurs, leur produit étant trop cher comparé à celui de leurs homologues thaïlandais ou chinois. Cette mise en jachère forcée des rizières a provoqué, au grand dam des riverains, des inondations destructrices. Pareillement, l'accord de libre-échange nord-américain (ALENA) rend compétitifs, sur les marchés des États-Unis et du Canada, les fruits et légumes mexicains, gros consommateurs d'eau dans un pays qui en manque, ce qui provoque de graves tensions sociales [10].

Pourtant, un rapport régional discutant la notion de sécurité alimentaire dans le cas des pays arides comme ceux du Proche-Orient préconise que « ces États peuvent assurer leurs besoins en eau et leur sécurité alimentaire en développant des économies – basées sur le commerce, le tourisme et l'industrie – susceptibles de leur faire gagner suffisamment d'argent pour importer de « l'eau virtuelle » bon marché disponible sur le marché mondial sous forme de céréales, de légumes, de viande, de lait... » [10].

La question de l'eau dans la Région de la Méditerranée orientale est d'une extrême sensibilité et elle est au cœur du devenir de la Région. Elle est en passe d'être une arme de développement dont l'usage crée tant le désarroi que l'indignation. Elle est source de vie ; elle est aussi source de tension et de conflit. C'est dire que la distribution équita-

ble des ressources en eau dans la Région est au coeur du devenir des nations. Question explosive, parce qu'aucun pays n'est autosuffisant en eau. En effet, si les mesures adéquates ne sont pas prises, il n'y aura pas suffisamment d'eau d'ici la fin de la deuxième décennie de ce siècle pour répondre aux besoins fondamentaux.

Ce problème a souvent retenu l'attention de plusieurs instances internationales et à titre indicatif, le Fonds monétaire international a publié un rapport analysant les causes hydriques des conflits transfrontaliers et les incidences des disputes entre les usagers de l'eau [11]. L'analyse de l'auteur met en avant un modèle mathématique emprunté du document « *Optimal Water Management and Conflict Resolution: The Middle East Project* » par Franklin M. Fisher et al.

Les pays de la Région, au-delà de leurs relations tumultueuses, sont confrontés au besoin de promouvoir une coopération en vue de gérer de manière rationnelle les faibles ressources hydriques disponibles. Face à la menace que représente le manque d'eau, ces pays n'ont plus d'autre choix que de coopérer.

La question qui se pose au-delà de la distribution des quantités d'eau limitées est la suivante : les pays sont-ils prêts à revoir leurs stratégies en matière de priorités hy-

driques dont l'aspect santé, agriculture, autosuffisance alimentaire ne sont pas les moindres ?

Depuis plus d'un demi-siècle, les propositions sur le partage ou la distribution de l'eau dans plusieurs zones de la Région de la Méditerranée orientale ont fait l'objet de plusieurs analyses et rapports mais l'élément essentiel qu'est la coopération à l'échelle régionale pour la gestion inter pays des ressources hydriques n'a pas connu un sort heureux ! A ce jour, cette coopération horizontale, action d'envergure et en profondeur, n'a été ni décidée ni mise en œuvre [12].

L'OMS pourrait être garante, en coopération avec la FAO, d'une telle action d'envergure. Sa crédibilité régionale, son action dans les projets de soins de santé de base, de besoins fondamentaux du développement, de protection de l'environnement, de lutte contre la pollution, d'alimentation en eau et d'assainissement, de la qualité et des normes de l'eau potable, de salubrité de l'environnement, etc., justifient amplement ce choix.

C'est au Bureau régional de sensibiliser ses partenaires du système des Nations Unies et les Pays Membres et de préparer une nouvelle stratégie régionale dont les composantes eau-santé-développement sont les éléments moteurs.

Références

1. Forum mondial de l'eau. Communication du Directeur général de la FAO. Forum Mondial de l'Eau, 21-23 mars 1997, Marrakech (Maroc).
2. Forum mondial de l'eau, 21-23 mars 1997, Marrakech (Maroc).
3. Batisse M. Eau et développement durable dans le bassin méditerranéen. Conférence internationale « Eau et Développement Durable » Paris, 19-21 mars 1998 (Documents de travail).
4. Martin JM. Commission européenne, intervention au Forum mondial de l'eau. Forum mondial de l'eau, 21-23 mars 1997, Marrakech (Maroc).
5. *An anthology on women, health and environment: water*. Available at : <http://www.who.int/docstore/peh/archives/>

Disponible à l'adresse suivante : <http://www.oieau.fr/ciedd/contributions/at2/contribution/batisse.htm> (consulté le 9 février 2005).

- women/womwater.htm (accessed : 9 February 2005).
6. Eau et assainissement. Genève, Organisation mondiale de la Santé, Aide-mémoire N° 112, mars 1996.
 7. Missaoui M. L'eau enjeu stratégique du siècle. *La Presse*, Tunis, 2 août 2000.
 8. Plan Bleu pour la Méditerranée. Contribution au Forum mondial de l'eau, 21-23 mars 1997, Marrakech (Maroc).
 9. Sommet mondial de l'alimentation, 13-17 novembre 1996, Rome (Italie). Document d'information technique. Disponible à l'adresse suivante : http://www.fao.org/wfs/index_fr.htm (consulté le 9 février 2005).
 10. Bouguerra ML. Bataille planétaire pour « l'or bleu ». *Le Monde diplomatique*, novembre 1997.
 11. Ferragina E. Le contrôle des ressources hydriques au Moyen-Orient : conflits ou coopération. *International Solidarity Movement*, 9 février 2005 Disponible à l'adresse suivante : <http://www.ism-france.org/news/article.php?id=1088&-type=analyse&lesujet=Eau> (consulté le 9 février 2005).
 12. Optimal water management in the Middle East and other Regions. *Finance and Development. A quarterly magazine of the IMF*, 2001, 38(3). Available at : <http://www.imf.org/external/pubs/ft/fandd/2001/09/fisher.htm> (accessed : 9 February 2005).
 13. Zeribi T. Rôle de l'OMS dans la consolidation de l'action nationale dans le domaine de l'eau. 9^e Congrès de l'Union des Distributeurs de l'Eau en Afrique, 1998, Casablanca (Maroc).

Water for life – making it happen

As we enter the International Decade for Action Water for Life 2005–2015, this report makes clear that achieving the target of the Millennium Development Goals (MDGs) for access to safe drinking water and basic sanitation will bring a payback worth many times the investment involved. It will also bring health, dignity and transformed lives to many millions of the world's poorest people. At US\$11.3 billion a year, the dollar costs of achieving the MDG drinking water and sanitation target are affordable; the human costs of failing to do so are not. The first part of this report charts the effect that lack of drinking water and sanitation has on people's lives at different stages, highlighting the gender divide and threat posed by HIV/AIDS. The second part looks at a range of interventions that are being advocated and analyses their potential impact on progress towards the MDG drinking water and sanitation target. The report concludes with statistical tables showing the increase needed to achieve the MDG drinking water and sanitation target and drinking water and sanitation coverage estimates at the regional and global level. Further information on this publication can be obtained from WHO Press: <http://www.who.int/bookorders/anglais/detart1.jsp?sesslan=1&codlan=1&codcol=15&codcch=629>